

URGENCE

A toutes les associations, les organisations, les collectifs, à tous les partis, les syndicats...

Il y a un an, Résistances était à l'initiative d'une pétition qui a recueilli plus de 5000 signatures. Les signataires de ce texte voulaient par cette action sensibiliser les élus au problème du mal logement dans notre région. Cette pétition a été remise en mairie de Caen à madame le Député-maire, puis au Président de Caen la Mer lors de la séance de Cormelles le Royal, puis au cours du Conseil Municipal d'Hérouville Saint Clair. Deux forum se sont tenus, le premier en mai et le second en septembre, au cours desquels des débats ont permis de dépasser sur ce thème le simple constat de bilan, en avançant des pistes de travail pour les années à venir.

Aujourd'hui, force est de constater que le problème du logement reste entier. Aucune solution n'a été apportée et les programmes de construction et d'aménagement urbains continuent comme avant, sans prendre en compte la situation actuelle qui est déplorable pour nombre d'habitants de notre département. A quelques jours de la trêve hivernale (suspension des expulsions des logements non payés), un nouveau problème humanitaire est en train de voir jour dans tout l'hexagone et bien entendu aussi dans notre région.

Il concerne tout d'abord plusieurs dizaines de familles sans papier, des étrangers qui séjournent sur notre territoire depuis 3, 4 voire même 6 ans pour certaines. La circulaire Sarkozy et ses fausses largesses sont dernière nous ; elles ont *laissé leur lot de déçus, de «déboutés», comme on dit, qui ne pourront profiter de la petite porte restée momentanément entrouverte.*¹ Le contre coup ne s'est pas fait attendre. Nous assistons en ce moment à un durcissement des politiques préfectorales et à une offensive importante ne visant plus à vouloir expulser du territoire toutes ces familles par la force (la France n'en a actuellement pas les moyens, ni matériels, ni financiers et encore moins politiques), mais en les incitant à retourner dans leurs pays d'origine. Les aides financières coupées, elles doivent quitter tout d'abord les centres d'accueil, puis les hôtels d'urgence avant la trêve hivernale. Dans les jours qui viennent, dans le département du Calvados, plus de 50 familles (environs 150 adultes et enfants) se retrouveront à la rue si elles refusent une nouvelle fois l'aide au retour que la plus part d'entre eux n'envisagent même pas.

Mais les familles non régularisées ne sont pas les seules à se retrouver dans ce scandale humanitaire qui va secouer notre territoire dans les prochains jours. Les étudiants qui ne peuvent justifier d'un logement ou d'un revenu suffisant (une cinquantaine actuellement recensés à l'université de Caen), mais aussi les familles régularisées cet été, toujours dans le cadre de la circulaire du 13 juin dernier, et qui sont dès à présent priées d'évacuer les lieux qu'elles occupent alors qu'elles ne possèdent pas encore de titre de séjour en règle et qu'elles ne peuvent de ce fait pas encore se procurer de logement et encore moins de travail (de qui se moque t-on ?) .

Toutes ces familles ou ces jeunes majeurs isolés vont très vite venir augmenter le nombre des personnes en très grande difficulté à la recherche d'un hébergement, au risque de créer une rivalité entre français et immigrés en exacerbant la xénophobie.

Il faut agir vite. Tout en continuant de proclamer que notre beau pays, patrie des droits de l'homme, ne peut tolérer de renvoyer hors de nos frontières des enfants scolarisés, parfaitement établis et intégrés, dans un pays qu'ils ne connaissent plus, dont ils ne maîtrisent plus la langue et à l'intérieur duquel ils sont parfois en danger. Il faut refuser la situation extrême de voir des familles entières jetées à la rue et laisser se débrouiller les associations, les organisations caritatives et les comités de soutien. Il n'est pas concevable de jeter à la rue du jour au lendemain des gens à qui l'on laisse croire depuis plusieurs années qu'ils peuvent obtenir des papiers.

Pour cela, *Résistances*, membre signataire de la charte de fondation du Collectif 14 pour les droits des étrangers, propose à tous les signataires de la pétition logement de 2005, mais aussi à tous ceux qui souhaiteraient les rejoindre, une initiative citoyenne. Elle consiste à demander à chaque autorité municipale de déclencher dès nécessité le droit de réquisition de logement pour qu'aucune famille française ou étrangère n'ait à passer même une seule nuit dans la rue ; ce droit existe et n'est que trop rarement utilisé par les autorités compétentes.

URGENCE - signez (collectivement ou individuellement) et faites signer puis retournez les bulletins collectés à INCIT BN 77 avenue Charlemagne 14000 CAEN, *Résistances* se chargera de redistribuer selon les communes. N'hésitez pas à mobiliser les maires et leurs conseils municipaux pour qu'ils soient des relais auprès de la population. Cette action n'est évidemment pas dirigée contre les élus, mais bien au contraire un soutien citoyen de leurs administrés pour encourager celles et ceux qui auraient la volonté et le courage de mettre en œuvre des moyens pour résoudre cette crise et de mobiliser autour de ce douloureux problème.

Caen le 09 octobre 2006

Résistances

¹ Extrait du texte lu lors du parrainage citoyen de Ifs le samedi 07 octobre 2006.

Le logement : toujours un problème ...

Un an après le lancement de la pétition logement qui a recueilli plus de 5000 signatures, force est de constater que non seulement ce problème persiste dans notre région, mais il est en train de s'aggraver.

La population qui survit dans la rue est toujours aussi nombreuse. Aucune avancée concrète n'est aujourd'hui perceptible et aucune mesure d'urgence ne semble envisagée.

Dans les jours, dans les semaines qui viennent, de nouveaux exclus vont venir augmenter le nombre des sans abris : qu'il s'agisse d'étudiants étrangers pas assez fortunés pour pouvoir bénéficier d'un hébergement, qu'il s'agisse de familles tout juste régularisées ou d'autres qui attendent encore d'obtenir un titre de séjour et qui doivent quitter les foyers d'accueil ou les hôtels d'urgence...

**Refusons la misère, refusons les
expulsions DROIT AU LOGEMENT
POUR TOUS**

Si, comme nous, vous n'acceptez pas cette situation indigne et inhumaine, déposez ce bulletin dans votre mairie.

Je soussigné _____ habitant _____,
demande au maire de ma commune de mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose (réquisition de logements, déblocage de fonds d'urgence...) afin que soit respectée dans notre pays la Charte des Droits de l'Homme et de relayer cette demande auprès des autorités compétentes.

